



*,Le Président Denis Sassou Nguesso, dont le mandat a la tête de l'organisation panafricaine prenait fin en janvier 2007, a prononcé, à l'ouverture, le discours que voici dont nous publions ici l'intégralité. (Présidence Addis-Abeba, 29 janvier 2007 )*

## Allocution du Président Denis SASSOU-NGUESSO à ADDIS-ABEBA, à l'occasion de la 8ème session ordinaire de l'UA

**Monsieur le Premier Ministre Meles ZENAOUI et cher frère,  
Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine,  
Mesdames et Messieurs les représentants des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine,  
Monsieur le Président du Conseil italien,  
Monsieur le Premier Ministre de Turquie,  
Monsieur le Premier Ministre de Trinidad et Tobago,  
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,  
Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Chefs de Missions Diplomatiques,  
Mesdames et Messieurs,**



Permettez-moi tout d'abord de témoigner, au Premier Ministre MELES ZENAOUI, au Gouvernement et au peuple éthiopien, notre profonde gratitude pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé et pour l'hospitalité bienveillante qui nous est offerte depuis notre arrivée dans ce beau pays.

Vous me permettez ensuite de traduire notre gratitude à leurs Excellences Messieurs : Romano PRODI, Président du Conseil des Ministres d'Italie ;

Recep TAYYIP ERDOGAN, Premier Ministre de Turquie, et Patrick MANNING, Premier Ministre de Trinidad et Tobago, qui ont bien voulu honorer cette 8ème Conférence de leur présence.

Je voudrais également saluer et remercier le Secrétaire Général des Nations Unies, Monsieur Ban KI-MOON, qui prend part pour la toute première fois au Sommet de l'Union Africaine. Je lui réitère notre appui sincère dans sa noble et délicate mission à la tête de l'Organisation des Nations Unies en laquelle l'Afrique croit et fonde ses espoirs pour un monde juste et stable.

Je voudrais enfin rendre un hommage mérité au Président Alpha Omar KONARE, Président de la Commission de l'Union Africaine qui, avec patience, dextérité et détermination, a su donner une impulsion vigoureuse à la dynamique de notre Union, pour la maintenir à la hauteur des défis qu'elle entend affronter. A cet hommage j'associe le Vice-Président de la Commission, les Commissaires et l'ensemble des collaborateurs de la Commission pour leur efficacité et leur loyauté.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Nous voici donc réunis à Addis-Abeba, à l'occasion de la 8ème Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine, pour conférer sur le thème « Science, Technologie et Recherche Technologique ».

Ce thème, dont la justesse n'est plus à démontrer, épouse parfaitement les ambitions et les objectifs poursuivis par notre Union. Il occupera, assurément, une place importante dans nos échanges.

Avant d'y arriver, je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour essayer de faire un bref état des lieux.

Dans un monde où les questions de paix, de sécurité, de développement, de santé, d'environnement... demeurent, hélas, préoccupantes, nous pouvons imaginer les défis auxquels l'Afrique reste confrontée en ces débuts du 21ème siècle et que, justement, l'Union Africaine se doit de relever.

Le monde d'aujourd'hui a, pourtant, fort heureusement, tourné le dos à la guerre froide.

Mais, paradoxalement, la paix et la sécurité n'ont jamais été aussi précaires ; la solidarité internationale et le multilatéralisme n'ont jamais été aussi menacés.

C'est dans ce contexte que l'Union Africaine œuvre pour tenter de satisfaire les aspirations les plus profondes des peuples africains : aspirations à davantage de paix et de sécurité ; aspirations au bien-être collectif et individuel.

C'est aussi dans ce contexte que je viens d'assurer les responsabilités annuelles de Président en exercice de notre Union.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Tout au long de l'année 2006, l'Union Africaine a poursuivi sa marche vers les objectifs que lui avait assignés le Sommet de Khartoum de janvier 2006.

Notre volonté est restée constante, celle de voir notre Union mettre définitivement en chantier nos rêves et nos ambitions pour donner une vision claire et nette à l'édification d'une Afrique intégrée, prospère et démocratique, résolument tournée vers l'avenir.

Ainsi, les questions importantes qui constituent les bases et fondements susceptibles de donner à notre continent plus d'assurance et plus de crédibilité n'ont cessé de nous préoccuper. Nous citerons entre autres :

- l'harmonisation des Communautés Economiques Régionales ;
- la mise en place du Gouvernement de l'Union ;
- le renforcement des capacités opérationnelles de l'Union ;
- le renforcement de la démocratie en Afrique ;
- la mise en place des instruments de prévision, de gestion et de maintien de la paix ;
- l'avenir du nucléaire ;
- et les migrations internationales.

C'est dans cette perspective que j'avais considéré le sens de notre vision commune en accordant, pendant mon mandat, une place de choix à la recherche et à la consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité, sur l'ensemble du continent, condition indispensable pour envisager le développement avec sérénité.

Les questions de paix, de sécurité et de stabilité continuent effectivement de se poser avec beaucoup d'acuité sur notre continent.

En Côte d'Ivoire, la situation continue de faire l'objet d'une action soutenue de l'Union Africaine, de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de la Communauté Internationale en général. Malgré les efforts inlassables déployés, ce pays frère n'est pas encore parvenu à combler tous les espoirs et toutes les attentes. En tout cas, la Communauté Internationale, l'Union Africaine en particulier, demeurent engagées aux côtés de la Côte d'Ivoire. Il reste à la classe politique ivoirienne, à qui incombe la responsabilité première de la situation, de réaliser le nécessaire grand saut pour franchir les obstacles à la paix que nous croyons à sa portée.

Au Darfour, l'Accord d'Abuja, obtenu dans des conditions difficiles, a cristallisé dans un premier temps les espoirs de la Communauté Internationale de trouver une solution pacifique à cette crise aux conséquences humanitaires qui restent à ce jour préoccupantes. Il restait, c'est encore aujourd'hui le cas, l'adhésion à cet Accord des parties non signataires ; Accord que nous continuons à considérer comme une base raisonnable pour la résolution de cette crise.

Le dossier du Darfour achoppe aussi sur la question de la substitution d'une force onusienne à celle de l'Union Africaine. Les débats ont évolué vers l'idée d'une force hybride qui semble aujourd'hui satisfaire l'ensemble des parties. Il reste donc à donner corps à cette idée en même temps que devra se poursuivre le travail politique autour de l'acceptation de l'Accord d'Abuja par toutes les parties, et la gestion du volet humanitaire.

Maintenant que nous parlons du Darfour, je ne peux pas ne pas relever les répercussions désastreuses de cette crise sur les pays voisins du Soudan, notamment le Tchad et la République Centrafricaine.

A cet égard, les conclusions des différentes réunions que nous avons eues à Tripoli, à N'Djamena et au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, tout comme l'idée du déploiement des forces onusiennes aux frontières du Soudan avec ses deux voisins, perspective partagée par l'Union Africaine et les Nations Unies, pourraient encore servir de référentiel.

En Somalie, dans les circonstances que nous connaissons tous, le Gouvernement d'Union Nationales qui bénéficie de la reconnaissance et du soutien de la Communauté Internationale s'est enfin installé à Mogadiscio. Nous devons continuer à lui apporter notre appui franc et massif parce que sa tâche, difficile au départ, est rendue encore plus complexe par l'état de délabrement du pays, les armes incontrôlées qui y circulent, les clans et les milices armées qui constituent une menace permanente.

L'initiative relative à la constitution d'une force africaine de maintien de la paix en Somalie doit être soutenue, tout comme la mobilisation des ressources au profit de ce pays que nous devons aider à retrouver son unité.

J'en appelle à la Communauté Internationale afin qu'en toute promptitude et en toute diligence elle saisisse l'opportunité historique qui s'offre à elle aujourd'hui pour créer les conditions d'une paix et d'une réconciliation durables sur l'ensemble du territoire somalien.

Pendant plusieurs mois, jour après jour, à travers une recrudescence régulière, la République de Guinée, Etat membre de notre Union, a connu une crise interne grave. A la faveur du dialogue retrouvé, les différentes parties impliquées dans cette crise sont parvenues à un accord dont nous ne pouvons que nous féliciter. Je les exhorte à persévérer dans cette voie afin de préserver la paix et la cohésion sociales.

En attendant, le tout premier enseignement que nous devrions tirer de la crise guinéenne est que le temps est venu de mettre en œuvre les dispositions pertinentes du Pacte de Paix et de Défense Commune à l'Union Africaine concernant notamment la prévention des conflits et des crises.

Mesdames et Messieurs,

Il y a pourtant lieu de ne pas désespérer et de reconnaître que, depuis la tenue du Sommet de Khartoum, quelques progrès significatifs et indéniables ont été accomplis.

Après le Burundi, la Sierra Léone, le Libéria, la République Centrafricaine, j'en passe, nous pouvons constater que les évolutions dans la Région des Grands Lacs sont satisfaisantes et encourageantes. La signature en décembre 2006 par les onze Etats de la Région des Grands Lacs des décisions, protocoles et programmes d'actions connexes formant le Pacte de sécurité, de stabilité et de développement, ainsi que la création d'un fonds spécial de reconstruction, constituent des jalons importants, qui indiquent la fin d'une longue période d'incertitudes et de méfiance mutuelle, et présagent la transformation de cette vaste région en un espace dynamique de développement.

En République Démocratique du Congo, nous pouvons nous féliciter de la tenue heureuse des élections démocratiques qui ont porté le président Joseph KABILA KABANGE à la tête du pays. L'impulsion et l'assistance massives de la Communauté Internationale, que nous saluons, ont été déterminantes. Notre espoir est que le gouvernement de la République Démocratique du Congo rentabilise au mieux ce capital et fasse retrouver à ce pays frère les grands équilibres sociaux et économiques rompus depuis plusieurs années.

Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,  
Mesdames et Messieurs,

Une question qui préoccupe l'Afrique et qui est restée au centre de notre intérêt est la lutte contre le VIH/SIDA, la Tuberculose et le Paludisme. Ces pandémies qui sont à l'origine de grands désastres sur notre continent ont fait l'objet d'un Sommet spécial des chefs d'Etat et de Gouvernement à Abuja en mai 2006. Aux Nations Unies en juin 2006, lors de la session extraordinaire des Nations Unies y relative, j'ai, au nom de l'Afrique, non seulement fait écho des conclusions d'Abuja, mais aussi lancé un appel à la Communauté Internationale pour une mobilisation financière conséquente qui permette la mise en place d'un programme pérenne de soins de santé de base pour le Continent.

A propos de la coopération internationale, différents forums et réunions ont permis de sensibiliser nos partenaires au développement sur les objectifs et les attentes de l'Afrique dans le cadre d'une coopération mutuellement avantageuse.

C'est dans ce contexte qu'il convient de situer notre participation au Sommet du G8 qui a eu lieu à Saint-Pétersbourg en juillet 2006 sous la présidence de la Russie. Au cours de ce Sommet, le G8 a réaffirmé ses engagements vis-à-vis de l'Afrique dont nous attendons de voir la concrétisation sur le terrain.

Concernant le partenariat stratégique entre l'Afrique et les pays émergents du Sud, notre objectif est de créer une complémentarité conforme à la stratégie de développement contenue dans le plan stratégique de Commission de l'Union et dans le programme du NEPAD.

Le Forum Chine-Afrique, réuni pour la première fois au niveau des chefs d'Etat et de Gouvernement au mois de novembre 2006 à Beijing, le Forum Afrique-Corée du Sud tenu en novembre 2006 à Séoul, le Forum Afrique-Amérique du Sud qui a eu lieu à Abuja en novembre 2006, procèdent de la même dynamique et de la même volonté.

Les réunions à Vienne et à Brazzaville des Troïkas Union Africaine – Union Européenne nous ont permis d'évaluer le chemin parcouru depuis Bamako. Ce dialogue vise l'adoption de la matrice conjointe de mise en œuvre des engagements du Dialogue Afrique-Europe et l'élaboration de la stratégie conjointe qui permettra d'aborder le prochain Sommet de Lisbonne avec plus de pragmatisme. La concertation devra cependant être élargie en vue de préparer avec minutie ledit Sommet.

Mesdames et Messieurs,

Ici est le lieu de signaler la conférence sur les financements innovants pour le développement, organisée à Paris en février 2006, à l'initiative du Président français Jacques CHIRAC et en présence du Président en exercice de l'Union Africaine, du Secrétaire Général des Nations Unies et de quelques chefs d'Etat et de Gouvernement.

Ce grand élan de solidarité qui consiste à la recherche des sources nouvelles de financement du développement est entré dans sa phase concrète avec la mise en œuvre de deux premiers actes qui visent la mobilisation de moyens pour aider à combattre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose. Il s'agit de l'initiative du Président Jacques CHIRAC relative à la taxe sur les billets d'avion, et du projet UNITAID, ou Facilité Internationale d'Achat de Médicaments, qui a tenu son premier Conseil d'Administration à Genève en octobre 2006 après son lancement officiel le 13 septembre 2006 à New York, en marge de la session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies.

L'Union Africaine devrait, soutenir, sans hésitation, ces deux initiatives, puisque notre continent en sera le plus grand bénéficiaire.

Ici est aussi le lieu de nous féliciter de la qualité et de la densité des rapports que l'Union Africaine entretient dans tous les domaines avec l'Organisations des Nations Unies.

Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine,  
Mesdames et Messieurs,

Le NEPAD, vision et cadre stratégique pour le renouveau de l'Afrique, est une fraction importante de notre sécurité globale en matière de développement.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique devra davantage gagner en visibilité, à travers des réalisations qui assureront sa crédibilité et, partant, celle de l'Afrique devant les partenaires dont les apports au développement de l'Afrique ne sauraient en constituer les bases, mais plutôt des appoints.

A cet égard, des initiatives ont été déployées par la Présidence en exercice dans le cadre de la sensibilisation des partenaires de l'Afrique autour de l'appui à apporter au NEPAD. Cette action menée notamment auprès du G8, de l'Union Européenne, de la Chine, de la Corée du Sud et de divers autres partenaires, ainsi qu'en direction des Présidents des Communautés Economiques Régionales, a porté sur le choix des projets pour lesquels des financements devraient être mobilisés. Cet élan nécessite d'être poursuivi.

Dans ce contexte, la question de l'intégration du NEPAD à l'Union Africaine se pose désormais non plus seulement comme une nécessité mais aussi comme une urgence.

Par ailleurs, les négociations commerciales du cycle de DOHA, suspendues en juillet 2006, ont démontré le profond fossé qui existe entre nos pays en développement et les pays industrialisés. Ces derniers ont le devoir, la responsabilité et l'obligation morale d'honorer leurs promesses telles que formulées à Doha et au Sommet de Saint-Petersbourg. Notre engagement pour la conclusion du cycle de Doha reste entier et nous apprécions hautement les recommandations du Groupe Spécial de l'Organisation Mondiale du Commerce sur la mise en œuvre de l'initiative de l'Aide au Programme de Travail de Doha.

Il est indispensable que toutes les parties à ces discussions reprennent les négociations dans les délais les plus brefs possibles. C'est notre plus grand souhait.

Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Mesdames et Messieurs,

Plus de cinq cent millions de jeunes africains ont moins de 18 ans. C'est un enjeu majeur pour l'avenir de notre continent. Aussi, à l'initiative du Président en exercice de l'Union Africaine, le Congo a abrité, en janvier 2007, le premier Forum International dédié à la Jeunesse, au Sport et à la Paix.

Ce forum, auquel ont participé le Mouvement Olympique Africain et International, des représentants des Gouvernements et des Organisations du système des Nations Unies, des champions qui ont porté haut les valeurs éducatives du sport, a décidé de la création d'un « Fonds » spécifique en faveur du devenir de la jeunesse africaine.

Ce « Fonds » dédié à la Jeunesse, au Sport et à la Paix a fait l'objet de la signature par l'Union Africaine et le Mouvement Olympique d'une déclaration dite « Déclaration de Brazzaville ».

Je me réjouis que l'Union Africaine ait accepté de porter ce « Fonds » aux côtés du Mouvement Olympique Africain et International, et que tous les acteurs du développement soient associés à cette démarche essentielle à l'émergence d'une Afrique nouvelle, celle de la Jeunesse pour la Paix par le sport, facteur d'éducation et de cohésion sociale.

Mesdames et Messieurs,

Le choix du thème de notre sommet est un choix heureux. Puisqu'en effet, la science et la technologie dominent la vie des hommes et commandent leur destin. Elles doivent être au service du progrès de l'humanité. Elles doivent être au cœur de nos ambitions de développement. Pour cela, je crois qu'il faut à

l'Afrique une « internationale des chercheurs ». Cela nous permettra de mettre en valeur nos intelligences, de mobiliser nos ressources financières, techniques et humaines afin de combler les lacunes de notre continent dans ce domaine vital des sciences et des technologies.

Vous me permettez, à cet égard, de vous renvoyer aux conclusions pertinentes du Premier Congrès des Hommes de Sciences africains organisé à Brazzaville en juin 1987 et dont était issue l'Union Panafricaine des Sciences et de la Technologies (UPST), puis, à celles plus actuelles, du 3ème Sommet Africain sur les Sciences et les Nouvelles Technologies tenu à Brazzaville en 2005, Sommet qui avait réuni les chercheurs africains et ceux de la diaspora et avait donné naissance à la Société Africaine des Sciences et des Nouvelles Technologies (SASNET).

Madame et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine,  
Mesdames et Messieurs les Représentants des Chefs d'Etat et de Gouvernement,  
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,  
Monsieur le Président de la Commission de l'Union Africaine,  
Mesdames et Messieurs,

En dépit de nos faiblesses structurelles et conjoncturelles, je peux dire que lentement mais sûrement, l'Afrique s'emploie à prendre son destin en main. Sous la conduite de l'Union Africaine, elle a ouvert plusieurs chantiers qui requièrent de tous plus de volonté et d'abnégation.

Face aux risques toujours aggravants de la marginalisation de notre continent ; face aux impératifs de plus en plus contraignants de la mondialisation, nous devons faire de notre foi dans l'Union le bouclier qui défie toutes les adversités.

Hommes, femmes, jeunes et vieux, ensemble, donnons tout son sens au génie africain afin que notre Afrique soit la terre de tous les espoirs.

Nous en avons les ressorts.

Je voudrais, avant de terminer, vous renouveler ma reconnaissance fraternelle, ainsi que la profonde gratitude du peuple et du Gouvernement congolais pour le témoignage de confiance et d'estime manifesté à l'endroit de mon pays à travers le mandat qui s'achève ce jour.

Je remercie l'ensemble des Chefs d'Etat et de Gouvernement ici présents et, de façon particulière, les membres du bureau, pour leur concours et leur remarquable disponibilité.

J'ai apprécié les précieuses contributions de chacun et de tous comme autant de pierres apportées à notre édifice commun, comme autant de volonté et d'ambitions pour une Afrique libre, heureuse et prospère.

Pleins succès à nos travaux.

Vive l'Union Africaine !  
Vive l'Afrique !  
Je vous remercie !